



À : Négociateurs de l'Union européenne à la conférence des Nations unies sur le changement climatique
Objet : Briefing sur les objectifs des négociations.

Objectifs

Les pays de l'Union européenne (UE) cherchent à négocier un accord pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) qui nous permettrait d'atteindre le meilleur résultat pour nos économies et nos intérêts vitaux ainsi que pour le reste du Monde. En 2015, à la conférence de l'ONU sur le climat à Paris, les États se sont mis d'accord pour contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5°C (article 2). Nous devons donc décider :

- 1. Des actions éventuelles pour réduire nos émissions.** Les émissions de l'UE ont décliné modestement depuis 1990 et devraient se stabiliser si nous ne poursuivons pas nos efforts. Nous pouvons donc décider, ou pas, si nous maintenons cette année de pic d'émissions (si tel est le cas, indiquez l'année en cours), quand elles commenceront à diminuer et à quel taux annuel. (cf. verso pour des données supplémentaires)
- 2. Si nous prenons des mesures pour réduire la déforestation et/ou accroître le boisement (afforestation).**
- 3. Si nous souhaitons contribuer, et de combien, aux fonds internationaux pour le climat.** Ces fonds sont destinés à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'aide aux pays en développement pour permettre les politiques d'atténuation des émissions et d'adaptation au changement climatique.

Contexte

Le consensus scientifique est clair. Plus de 97% des climatologues s'accordent sur le fait que le changement climatique est une réalité, qu'il est causé par l'usage des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être désastreuses. Les recherches, dans l'UE, ont montré que le changement climatique affecte d'ores et déjà nos États membres et que sans une réduction drastique de nos émissions, les impacts pourraient devenir encore plus graves.

Opinion publique

La grande majorité de nos citoyens pensent que le changement climatique est réel et que les activités humaines y contribuent fortement. La grande majorité soutient la recherche d'accords internationaux sur le climat. Pour la plupart des citoyens européens, le changement climatique est une priorité, classé devant le terrorisme et l'éducation mais en dessous de la relance économique post COVID-19 et de la santé publique. Il faut aussi souligner que beaucoup s'opposent à l'augmentation des taxes sur l'énergie et que le public ne soutiendrait pas un accord qui ne comporterait pas d'importants engagements de réduction des émissions de la part des États-Unis et des pays émergents, en particulier de la Chine.

Opportunités

Au-delà de la stabilisation du climat, réduire les émissions a de nombreux avantages. Par exemple, le développement des énergies décarbonées crée des emplois, réduit notre dépendance aux combustibles fossiles étrangers et améliore la qualité de l'air.

Action de l'UE

L'Union européenne a été tête de file dans la lutte contre le changement climatique. L'UE s'est engagée à réduire ses émissions de GES d'au moins 55% d'ici 2030 par rapport à 1990. C'est un des engagements les plus ambitieux parmi les principaux pays émetteurs, mais il requiert des régulations qui doivent être mises en place alors que nous faisons face à d'importants défis économiques et sécuritaires. Malgré ces contraintes, l'UE a lancé des politiques économiques pour mettre un prix sur les GES et est leader dans le déploiement des énergies renouvelables, telles que l'éolien et le solaire. Nous continuerons à mener ces initiatives mais ne voulons, ni ne pouvons avancer seuls.

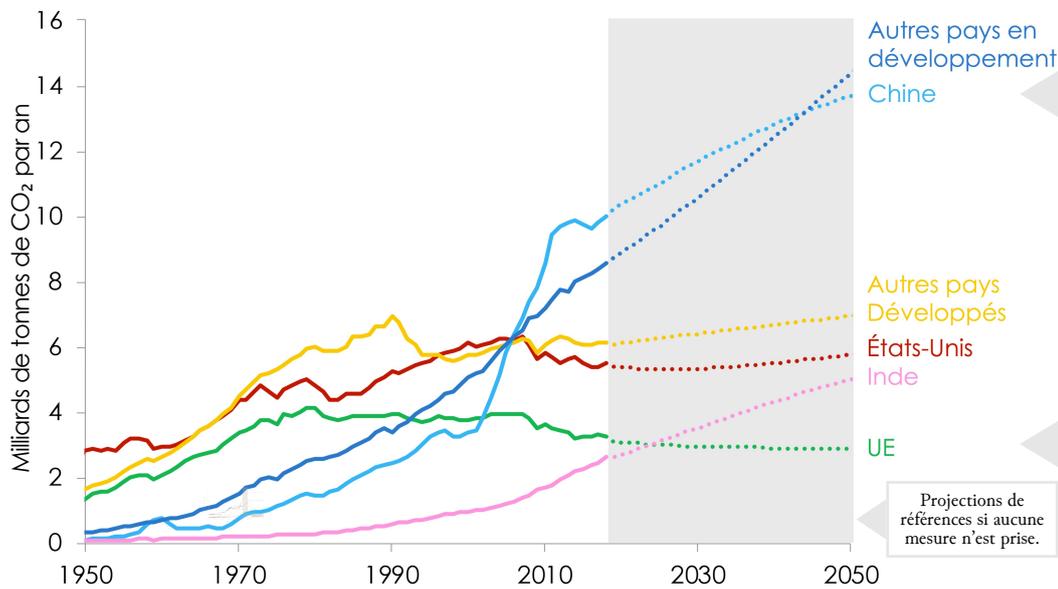
Forêts et utilisation des sols

Bien que nous pouvons nous engager à réduire nos émissions liées à la déforestation et à la dégradation des sols dans nos pays, cela ne concernerait qu'une infime partie des émissions de l'UE.

Contexte international

- Les émissions de la Chine, de l'Inde et des autres pays en développement connaissent une forte croissance. À elle seule, la Chine est responsable de plus de 25% des émissions mondiales de CO₂. Le total des émissions en GES des pays en développement va bientôt dépasser les émissions de tous les pays développés.
- Les États-Unis, dont les émissions par personne sont plus du double que celles de l'UE, se sont engagés à réduire leurs émissions de seulement 26-28% d'ici 2025 par rapport à 2005. De plus, cet engagement suscite une très forte opposition politique de la part des membres du Congrès et des intérêts économiques liés aux énergies fossiles. En dépit de ces défis, de nombreuses études américaines, montrent que les coûts de l'inaction sont élevés alors que la plupart des régions des États-Unis bénéficieraient d'une politique de réductions des émissions.
- Les pays les moins développés continuent de souligner que les réductions de leurs émissions demandent d'importantes aides financières de la part des pays développés. Mais la corruption est rampante dans de nombreux pays et l'aide apportée n'atteint que trop rarement son but. Ils vont aussi mettre l'accent sur les politiques forestières et leurs rôles pour réduire les émissions, ce qui, même si c'est important, reste insuffisant pour régler la crise climatique.

Émissions de CO₂ issues des combustibles fossiles

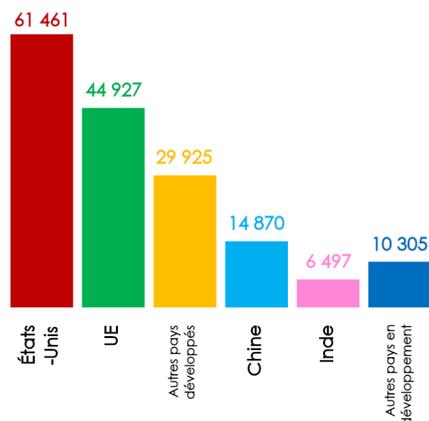


La **Chine** est le plus grand émetteur de CO₂ au monde. Sans mesures concrètes, les émissions des **pays en développement** devraient doubler d'ici 2100.

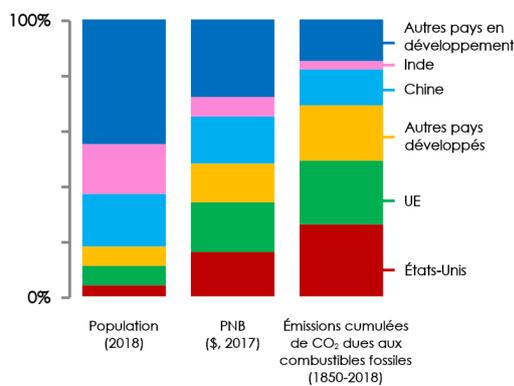
Pour réduire sa dépendance au pétrole, la Suède a su réduire ses émissions de CO₂ de 4,5% par an entre 1976 et 1986. La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période. Plus récemment, le Royaume-Uni a réduit ses émissions de 3,5%/an en moyenne entre 2007 et 2017. Sinon, les réductions d'émissions les plus significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques.

PNB par personne

(à parité du pouvoir d'achat en US Dollars, 2017)

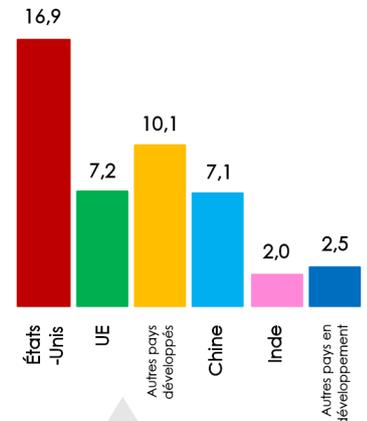


Population, richesse et émissions cumulées



Émissions par personne

(tonnes de CO₂ par an, 2018)



Alors que jusqu'à présent, la part des émissions cumulées des pays développés (**États-Unis**, **UE** et les **autres pays développés**) est de loin la plus importante ; la croissance de la population, du PNB par personne et des émissions dans les pays en développement (**Chine**, **Inde** et **autres pays en développement**) dépassent de beaucoup celles des pays développés. Si aucune action n'est entreprise, les émissions cumulées de tous les pays développés ne devraient plus représenter que 36% du total en 2100.

Depuis 1980, les émissions de CO₂ du secteur énergétique par personne ont augmenté de façon spectaculaire en **Chine** et en **Inde** (respectivement de 394% et 349%) mais ont diminué aux **États-Unis** et dans l'**UE** (respectivement de 21% et 30%).